

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS37/2

IP/D/3/Add.1

8 octobre 1996

(96-4071)

Original: anglais

PORTUGAL - PROTECTION CONFEREE PAR UN BREVET PREVUE PAR LA LOI SUR LA PROPRIETE INDUSTRIELLE

Notification de la solution convenue d'un commun accord

La communication ci-après, datée du 3 octobre 1996, adressée par la Mission permanente des Etats-Unis et la Mission permanente du Portugal à l'Organe de règlement des différends, est distribuée à la demande de ces délégations.

Les gouvernements des Etats-Unis d'Amérique et du Portugal notifient à l'Organe de règlement des différends qu'ils ont élaboré une solution mutuellement satisfaisante pour régler la question soulevée par le gouvernement des Etats-Unis dans le document WT/DS37/1, daté du 6 mai 1996, au sujet de la durée de la protection conférée par un brevet prévue par l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC).

Le Portugal et les Etats-Unis confirment mutuellement que l'Accord sur les ADPIC est devenu applicable aux pays développés le 1er janvier 1996, et que l'article 33 de cet accord exige que les Membres offrent une protection dont la durée ne sera pas inférieure à 20 ans à compter de la date du dépôt. En outre, le Portugal et les Etats-Unis confirment mutuellement que, s'agissant des pays développés Membres, l'article 70:2 de l'Accord sur les ADPIC exige, entre autres choses, que les dispositions de l'article 33 s'appliquent à tous les brevets valides au 1er janvier 1996 et à tous les brevets accordés à la suite de demandes déjà déposées au 1er janvier 1996.

En conséquence, le Portugal a promulgué le Décret-loi 141/96 qui confirme que tous les brevets valides au 1er janvier 1996 et tous les brevets accordés après cette date à la suite de demandes déjà déposées au 1er janvier 1996 bénéficieront d'une protection d'une durée de 15 ans à compter de la date de délivrance du brevet ou de 20 ans à compter de la date effective du dépôt, si ce délai est plus long.

Dans ces conditions, le Portugal et les Etats-Unis sont convenus de mettre fin aux consultations sur la question et les Etats-Unis entendent formellement renoncer à poursuivre en l'espèce le processus prévu par les dispositions du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends. Cet accord est sans préjudice des droits ou obligations résultant pour l'un et l'autre Membre de l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce.